

Question

Vous vous rappelez le 19 septembre 1998 ? Ce jour-là, le Grand Werkhof de Fribourg a été détruit par un incendie. Le bâtiment, propriété de la Ville, insuffisamment fermé et surveillé, a pris feu - à ma connaissance à cause de l'utilisation d'appareils électriques défectueux. Cet incendie a anéanti la charpente du XVI^e siècle irremplaçable de cette bâtisse d'importance nationale.

Dans son voisinage et depuis des années, une situation presque identique menace les bâtiments de la Commanderie de St-Jean qui sont en partie accessibles, temporairement occupés, lieu de fêtes improvisées et visiblement guère surveillés.

Ce site de grande valeur historique occupe une zone clé de la Vieille Ville. Sa sauvegarde et sa mise en valeur sont indispensables pour toute réflexion sur l'affectation de tout le périmètre. Vu les intérêts du canton (Commanderie, Vannerie, Caserne) et de la Ville (site de l'Usine du gaz, Werkhof) ainsi que les habitants de la Planche, cette réflexion devrait être coordonnée.

J'aimerais savoir :

1. Qui est directement responsable de gérer et de surveiller le site de la Commanderie ?
2. Quelle est l'opinion de l'ECAB sur la situation de la Commanderie ?
3. Le Conseil d'Etat est-il prêt à améliorer immédiatement la sécurité de ce site ?
4. Qu'en est-il des discussions sur l'affectation de ces bâtiments ?
5. Est-ce qu'il est prévu de préserver les jardins de la Commanderie en tant que zone naturelle de haute valeur et de parc ouvert au public ?
6. Quand va-t-on mettre en œuvre la transformation de la « Lehrstube » et du bûcher attenant (vu l'état de la toiture - des tuiles menacent directement les passants) ?
7. Comment le Conseil d'Etat entend-il coordonner les discussions sur le développement de la zone de la Planche avec la Ville ?
8. Le Conseil d'Etat serait-il enclin à envisager une affectation de ce site pour un projet de centre du développement durable, destiné à la réflexion, à la formation et aux loisirs, si la Ville envisage un tel projet ?

Le 3 mai 2007

Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat constate que l'objet de la question de la députée Christa Mutter, à savoir la Commanderie de St-Jean a également été évoqué par le député Guy-Noël Jelk dans sa question N° QA 3018.07. C'est pourquoi il répond aux deux questions de manière simultanée.

En comparant la situation des bâtiments de la Commanderie de St-Jean à celle du Grand Werkhof avant son incendie, la députée Christa Mutter ne prend toutefois pas en compte le fait que l'occupation des bâtiments de la Commanderie est régie par des contrats de location que l'Etat a passés avec chaque locataire, leur rappelant régulièrement leurs devoirs et leurs obligations comme preneur de bail. Les locataires sont donc conscients du respect des règles de sécurité. Si, comme le prétend la députée Christa Mutter, des fêtes sont improvisées, elles le sont à l'insu des services de l'Etat.

Le Conseil d'Etat répond comme suit aux différentes questions posées :

1. Qui est directement responsable de gérer et de surveiller le site de la Commanderie ?

C'est le Service des bâtiments qui gère l'ensemble des bâtiments propriété de l'Etat. La surveillance des lieux se fait ponctuellement lors de manifestations ou de changements de locataires.

2. Quelle est l'opinion de l'ECAB sur la situation de la Commanderie ?

Questionné à ce sujet, l'ECAB s'est prononcé comme suit :

« En date du 6 juin 2003, la Ville de Fribourg, par son Inspection des constructions et du feu, adressait au Service des bâtiments un rapport suite à trois visites des lieux et lui demandait de prendre les mesures de prévention incendie ;

L'ECAB demande donc de veiller au respect de ces mesures par des contrôles périodiques pour garantir la sécurité des personnes et des biens (art. 17, al. 2 de la norme incendie AEAI).

Les installations électriques de l'immeuble N° 3 ont été reconnues conformes par une succursale des EEF en 2002.

Pour le bâtiment N° 5, l'entreprise Cinélec, mandatée par le Groupe E, a visité cet immeuble dans la semaine du 28 mai au 1^{er} juin 2007.

Même si l'installation d'une détection incendie ne peut être légalement imposée, l'ECAB recommande vivement une telle mesure de prévention et prie de prendre toute les mesures organisationnelles et techniques nécessaires afin d'éviter à tout prix un sinistre qui pourrait avoir de graves conséquences sur les plans humain, financier et patrimonial. Une telle installation peut bénéficier d'une subvention de 15 %. »

3. Le Conseil d'Etat est-il prêt à améliorer immédiatement la sécurité de ce site ?

Le Conseil d'Etat reconnaît que les gages de sécurité offerts par les conditions d'occupation actuelle ne sont pas optimaux, mais il ne veut ni congédier les locataires, ni

entreprendre maintenant des travaux d'installation de sécurité. Ceux-ci seront exécutés dans le cadre des futures transformations.

4. Qu'en est-il des discussions sur l'affectation de ces bâtiments ?

Depuis plusieurs années, le Service des bâtiments mène une étude sur l'affectation des bâtiments de la commanderie de St-Jean.

Le bâtiment principal, d'une surface d'environ 1 000 m² conviendrait parfaitement à accueillir le Service des biens culturels. Aujourd'hui situé dans l'ancien bâtiment des Archives de l'Etat, ce service pourrait être déplacé dans le cas de figure où l'ensemble du prieuré des Augustins serait transformé afin de recevoir le Tribunal cantonal unifié.

Le bâtiment du "Lehrgebäude" a plutôt une vocation de locaux communautaires. Des contacts sont en cours avec la Paroisse de St-Jean et l'Association des intérêts du quartier de la Neuveville afin d'envisager une possible utilisation commune de ces locaux. A ce jour, seul l'abaissement du mur d'enceinte de la cour a été réalisé, mais des travaux d'entretien de la toiture devront être entrepris sans trop tarder et si possible en même temps que les travaux d'aménagement du bâtiment.

5. Est-ce qu'il est prévu de préserver les jardins de la Commanderie en tant que zone naturelle de haute valeur et de parc ouvert au public ?

En l'état des réflexions, il est prématuré de s'engager sur des options d'aménagement concernant les jardins de la Commanderie. Le Conseil d'Etat rappelle qu'en 1997, la Ville de Fribourg et l'Etat de Fribourg ont organisé ensemble un concours d'architecture dont l'objectif principal était d'obtenir sur le périmètre de l'ancienne usine à gaz et de la Commanderie St-Jean des propositions pour réaliser un ensemble bâti contemporain en milieu historique destiné en priorité à des habitations individuelles groupées, aux équipements collectifs construits d'intérêt de quartier, au maintien éventuel d'un service public et à un jardin public.

Ce projet est suspendu pour l'instant.

6. Quand va-t-on mettre en œuvre la transformation de la "Lehrstube" et du bûcher attenant (vu l'état de la toiture, des tuiles menacent directement les passants) ?

Un projet de transformation de la "Lehrstube" ou "Lehrgebäude" est à l'étude. Les travaux d'entretien de la toiture sont prévus au projet du budget 2008. Des travaux de consolidation et de sécurité sont effectués en prolongement des travaux réalisés dans la cour.

7. Comment le Conseil d'Etat entend-il coordonner les discussions sur le développement de la zone de la Planche avec la Ville ?

Ce sujet pourrait être abordé lors d'une des rencontres périodiques tenues par le Conseil d'Etat et le Conseil communal de la Ville de Fribourg.

8. Le Conseil d'Etat serait-il enclin à envisager une affectation de ce site pour un projet de centre du développement durable, destiné à la réflexion, à la formation et aux loisirs, si la Ville envisage un tel projet ?

Dans la politique immobilière qu'il veut mener, le Conseil d'Etat souhaite occuper ses bâtiments en priorité pour les besoins de ses services. Si après une étude approfondie, il devait s'apercevoir qu'un tel bâtiment ne convient pas à ses besoins, il pourrait alors porter sa réflexion sur une autre affectation, voire sur une vente du bâtiment.

En conclusion, le Conseil d'Etat admet que la situation qui prévaut aujourd'hui à la Commanderie de St-Jean n'est pas idéale quant à l'occupation des locaux. Il poursuivra les études en vue d'une éventuelle nouvelle affectation des différents bâtiments.

Fribourg, le 20 juin 2007